

# Contact of the UIHJ with the Beneficiary Countries of a Human Rights Trust Funds

In margin of the roundtable which was held on 15 and 16 March 2010 at the Council of Europe on non-execution or the delayed execution of domestic court decisions, the UIHJ took part in a first meeting with the six beneficiary countries of a project financed by the Human Rights Trust Funds of the Council of Europe and relating to the execution of court decisions

The meeting was led by Anna Stepanova, lawyer, Directorate General of Human Rights and Legal Affairs, Department of execution of Judgments of the European Court of Human Rights. Representatives of the six beneficiary countries of the project were present: Mahir Mushteidzada (Azerbaijan), Laurela Muca (Albania), Sanel Karadzic (Bosnia and Herzegovina), Tatiana Cernei (Moldova), Vladan Joksimovic (Serbia) and Victoria Galperina (Ukraine). Stéphane Leyenberger, secretary of the European commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ) also attended the meeting, as well as members of the CEPEJ-GT-EXE working group having worked out the CEPEJ guide lines on enforcement of December 2009: Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> secretary of the UIHJ, Georg Stawa, representative of the CEPEJ for Austria, and Geert Lankhorst, political adviser, Department for the access to justice, ministry for justice (Netherlands). The six recipients of the project presented in turn the state of the reforms concerning the occupation of judicial officer in their respective country. Stephan Leyenberg indicated that the CEPEJ was very happy to be able to cooperate with the project, in particular by providing experts. "CEPEJ experts are very qualified in this field. We welcome the participation of the UIHJ which is very important for us. The UIHJ is an observer member but it is more than a observer member. It fully participates in the work of the CEPEJ and the UIHJ experts have become CEPEJ experts" he indicated.

After this very positive and open first meeting, Anna Stepanova indicated that she would prepare specific proposals to be submitted to the participants in order to determine in particular whether to privilege a global or a tailor-made approach.



Les représentants des pays bénéficiaires du projet financé par le Fonds fiduciaires des droits de l'homme, de G. à D. : Vladan Joksimovic (Serbie), Tatiana Cernei (Moldavie), Victoria Galperina (Ukraine), Laurela Muca (Albanie), Sanel Karadzic (Bosnie et Herzégovine), Mahir Mushteidzada (Azerbaïdjan) - The representatives of the beneficiary countries of the project financed by the Human Rights Trust Funds, from L. to R.: Vladan Joksimovic (Serbia), Tatiana Cernei (Moldova), Victoria Galperina (Ukraine), Laurela Muca (Albania), Sanel Karadzic (Bosnia and Herzegovina), Mahir Mushteidzada (Azerbaijan)

# Rencontre avec l'Union internationale du notariat

Le 4 janvier 2011, Leo Netten, président de l'UIHJ, a rencontré à Paris son homologue, Jean-Paul Decorps, à l'aube de son mandat de nouveau président de l'Union internationale du notariat

Pour le président de l'UIHJ, l'union fait la force et les professions du droit doivent se rencontrer. Une rencontre « au sommet » a donc été organisée entre l'UIHJ et l'Union internationale du notariat (UINL), à Paris, le 4 janvier 2011, au siège du Conseil supérieur du notariat (CSN).

Ont également participé à cette réunion Françoise Andrieux, secrétaire générale de l'UIHJ, Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ, et Christine Mertens, directrice du CSN. Leo Netten a félicité Jean-Paul Decorps, qui vient de commencer ses fonctions de président de l'UINL depuis le 1er janvier 2011. M. Decorps connaît particulièrement bien la profession d'huissier de justice. D'abord en raison du statut très proche des professions de notaire et d'huissier de justice, tous deux officiers publics et ministériels dans certains États comme la France. Ensuite, en raison des liens d'amitié qui le lient à Jacques Isnard, ancien président de l'UIHJ, avec lequel il a accompli plusieurs missions, soit dans le cadre de l'UIHJ, soit dans celui de l'UINL. C'est donc en terrain de connaissance que les deux hommes se sont entretenus au cours d'un rendez-vous particulièrement cordial.

Leo Netten et Jean-Paul Decorps sont tous deux convenus qu'il était opportun de mener des actions communes sur le plan international.

À l'issue de la réunion, trois propositions ont été retenues. Leo Netten a fait part à Jean-Paul Decorps de la volonté de l'UIHJ d'instaurer une journée mondiale de la justice et de la faire inscrire au rang des journées mondiales de l'Organisation des Nations-Unies (ONU). Pour cela, il est nécessaire de fédérer à cette idée les autres professions juridiques et judiciaires comme celles de notaire, d'avocat, de magistrat, de greffiers, etc. Le président de l'UINL a aussitôt soutenu cette proposition. Les deux unions internationales organisant régulièrement des séminaires de formation en Afrique (l'Unité de formation des huissiers de justice africains pour l'UIHJ et l'Université des notariats africains pour l'UINL), un colloque commun en terre africaine constituerait une excellente base de travail. Enfin, Jean-Paul Decorps a proposé à Leo Netten de venir présenter l'UIHJ et sa politique à l'occasion d'une prochaine réunion de l'UINL qui se tiendra à Varsovie (Pologne) en mai 2011. Proposition aussitôt acceptée par le président de l'UIHJ, lequel a immédiatement offert une tribune à son homologue lors d'une prochaine manifestation de l'UIHJ.

## A propos de l'Union internationale du notariat

(Source : [www.uinl.org](http://www.uinl.org))

L'UINL est une organisation non gouvernementale, constituée pour promouvoir, coordonner et développer la fonction et l'activité notariales dans le monde entier, afin d'en assurer, grâce à une plus étroite collaboration entre les Notariats, la dignité et l'indépendance pour un meilleur service aux personnes et à la société.

### La fondation de l'Union

L'Union Internationale du Notariat fut fondée en 1948 à Buenos Aires par les représentants des Notariats appartenant à dix-neuf pays : Argentine, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Chili, Equateur, Espagne, France, Italie, Mexique, Paraguay, Pérou, Porto-Rico, Suisse et Uruguay. Les statuts d'origine, approuvés sous forme de «Charte» en octobre 1948, furent adoptés officiellement par le Congrès de Madrid le 21 octobre 1950.

### Les finalités de l'Union sont:

- la promotion et l'application des principes fondamentaux du système de notariat de type latin ainsi que des principes de déontologie notariale ;
- la représentation du notariat auprès des organisations internationales ;
- la collaboration avec les organisations internationales et la participation à leurs activités ;
- la collaboration avec les organismes nationaux et les autorités institutionnelles de chaque pays ;
- l'étude du droit dans le domaine de l'activité notariale et la collaboration pour l'harmonisation des législations nationales au plan international ;
- l'étude et la compilation systématique de la législation relative à l'institution du notariat de type latin ;
- la promotion des congrès internationaux, conférences et rencontres internationales ;
- la promotion et l'établissement de relations :
  - avec les notariats en évolution ainsi qu'avec les notaires de pays n'ayant pas d'organisation notariale afin de collaborer à leur structuration et à leur organisation en prévision de leur adhésion à l'Union;
  - avec des organisations notariales qui répondent à des systèmes juridiques susceptibles d'appartenir au notariat de type latin;
  - avec des organisations qui ne rentrent pas dans le système du notariat, afin de collaborer avec elles dans des domaines d'intérêt commun.

### Contribuer à l'évolution du droit dans les États

Par ses multiples activités, l'Union s'est créé une réputation d'interlocutrice privilégiée des Gouvernements et des Organisations internationales pour tout ce qui concerne le notariat. À cette fin, l'Union, en s'inspirant de ses propres Principes fondamentaux, élabore et transmet des propositions concrètes tant aux Notariats nationaux qu'aux législateurs nationaux qu'aux Organisations internationales et supranationales.

### L'Union est présente

- dans les organisations mondiales, comme l'ONU, dont le Conseil Économique et Social a conféré à l'Union le statut consultatif «spécial». Ce statut, défini par l'article 71 de la Charte des Nations Unies et par sa résolution 1996/31, habilite l'Union à contribuer aux programmes de travail et aux objectifs des Nations Unies, en servant comme experts techniques, conseillers et consultants auprès des gouvernements, auprès du Secrétariat général et auprès du Haut-Commissariat pour les Droits de l'Homme, ainsi qu'auprès de ses multiples Agences spécialisées. En ce qui concerne l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'Union suit son activité dans la mesure où elle est concernée;
- dans des organisations internationales intergouvernementales, telles que le Conseil de l'Europe, l'Institut International pour l'Unification du Droit Privé

- (UNIDROIT) et la Conférence de La Haye de Droit international privé (HCCH);
- dans des organisations supranationales et régionales, dont notamment l'Union européenne et ses institutions telles que le Parlement européen, la Commission européenne et la Cour de Justice des Communautés européennes; l'Organisation des États américains (OEA), le Mercado Común del Sur (MERCOSUR), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), la Comunidad Andina, le North American Free Trade Agreement (NAFTA);
- dans diverses organisations internationales non gouvernementales telles que l'Union Internationale des Avocats (UIA), l'Union Internationale des Magistrats (UIM), l'International Law Association (ILA), l'International Bar Association (IBA);

### Contact UINL :

**Adresse :** Via Flaminia 158 - Pal.A - I-00196 Rome - Italie

**Tel :** +39 06-3208384 - **Fax :** +39 06 36091499

**Email :** uinl@uinl.org - **site internet :** <http://www.uinl.org>

**Elena Bevilacqua, directrice**

## Meeting with the International Union of Notaries

**On 4<sup>th</sup> January 2011, Leo Netten, President of the UIHJ, Met in Paris His Counterpart, Jean-Paul Decorps, at the Dawn of His New Mandate as President of the International Union of Notaries**

For the president of the UIHJ, united we stand, divided we fall, and the law professions must meet. A meeting "at the top" was thus organized between the UIHJ and the International Union of Notaries (UINL), in Paris, on 4<sup>th</sup> January 2011, at the seat of the Superior Council of Notaries (CSN).

Also took part in this meeting Françoise Andrieux, general secretary of the UIHJ, Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> secretary of the UIHJ, and Christine Mertens, director of the CSN. Leo Netten congratulated Jean-Paul Decorps, who has just begun his functions as president of the UINL from 1<sup>st</sup> January 2011. Mr. Decorps is well acquainted with the occupation of judicial officer. Initially because of the very close statutes of the two professions, both public and ministerial officers in certain States like France. Then, because of the bonds of friendship between him and Jacques Isnard, past president of the UIHJ, with whom he went on several missions either within the framework of the UIHJ, or in that of the UINL. It is thus in ground of knowledge that the two men discussed during a particularly cordial appointment.

Leo Netten and Jean-Paul Decorps both agreed that it was convenient to carry out united actions at international level.

At the conclusion of the meeting, three proposals were adopted. Leo Netten informed Jean-Paul Decorps of the will of the UIHJ to found a World Day of Justice and to have it registered as a World Day of the United Nations. For that, it is necessary to federate this idea with the other legal and judicial professions

like those of notary, lawyer, judge, clerks, etc. The president of the UINL supported this proposal at once. The two international unions organizing training seminars in Africa regularly (the Training Unit of African judicial officers for the UIHJ and the University of the African Notaries for the UINL), a common conference on African ground would constitute an excellent working base. Lastly, Jean-Paul Decorps proposed to Leo Netten to come to present the UIHJ and its policy at the time of a forthcoming meeting of the UINL which will be held in Warsaw (Poland) in May 2011. Proposal accepted at once by the president of the UIHJ, who immediately offered in return a floor to his counterpart at the time of a forthcoming event of the UIHJ.

### About the International Union of Notaries

(Source: [www.uinl.org](http://www.uinl.org))

The International Union of Notaries is a non-governmental organisation established to promote, co-ordinate and develop the duties and activities of Notaries throughout the world and ensure the standing and independence necessary for optimum service to individuals and society through close collaboration between Chambers of Notaries.

### The foundation of the Union

The International Union of Notaries was founded in 1948 in Buenos Aires by the representatives of the Chambers of Notaries of the following nineteen countries: Argentina, Belgium, Bolivia, Brazil, Canada, Colombia, Costa Rica, Cuba, Chile, Ecuador, Spain, France, Italy, Mexico, Paraguay, Peru, Puerto Rico, Switzerland and Uruguay. The original statutes, approved in the form of a "Charter" in October 1948 were officially adopted by the Congress held in Madrid on 21<sup>st</sup> October 1950.

### The aims of the Union are:

- The promotion and application of the fundamental principles of the Latin-type notarial system, and principles of notarial ethics, as approved by the General Meeting of Member Chambers of Notaries;
- Representation of Chambers of Notaries before international organisations;
- Collaboration with and participation in activities of international organisations;
- Collaboration with national organizations, more particularly with notarial organizations;
- The study of law in the field of notarial practice and collaboration in matters relating to its development, in accordance with the fundamental principles of Latin-type Notaries;
- The study and systematic compilation of legislation relating to Notaries;
- The promotion of international congresses and support for professional meetings which go beyond purely national interests;
- Included amongst the objectives of the Union is the establishment of relationships with:
  - developing Chambers of Notaries and with Notaries in countries which have no notarial organisation to assist their development and organisation with a view to their joining the Union;
  - notarial organisations within legal systems which are eligible to join the notarial system;
  - organisations which are not part of the notarial system in order to collaborate with them in areas of common interest.

### Contributing to the development of law in States

Through its innumerable activities, the Union has earned itself the reputation of privileged interlocutor of Governments and International Organisations for matters relating to notaries.

To this regard, by drawing inspiration from its Fundamental Principles, the Union draws up and submits concrete proposals to national Chambers of Notaries, national legislators and international and supranational organisations.

### The Union is present in:

- international organisations, such as the U.N., the Economic and Social Council of which has conferred to UINL the "special" category consultative status. This status, defined under article 71 of the Charter of the United Nations and by resolution 1996/31, allows UINL to contribute to the working programmes and objectives of the United Nations, by acting as a technical expert, adviser and consultant to governments, to the Secretariat General, the High Commission for Human Rights and within its specialised agencies. As far as the World Trade Organisation (WTO) is concerned, the Union follows its activities to the extent to which it is affected by them;
- international intergovernmental organisations, such as the Council of Europe, the International Institute for the unification of private law (UNIDROIT) and The Hague Conference on private international law;
- in supranational and regional organisations, such as
  - the European Union (EU) and its bodies, such as the European Parliament, the European Commission and the Court of Justice of the European Communities;
  - the Organisation of American States (OAS), the Mercado Común del Sur (MERCOSUR), the Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), the Andine Community, the North American Free Trade Agreement (NAFTA),
- in various international non-governmental organisations, such as the International Union of Lawyers (Union internationale des avocats UIA), the International Union of Judges (UIM), the International Law Association (ILA), the International Bar Association (IBA).

### Contact UINL :

**Address:** Via Flaminia 158 - Pal.A - I-00196 Rome - Italy

**Tel:** +39 06-3208384 - **Fax:** +39 06 36091499

**Email:** [uinl@uinl.org](mailto:uinl@uinl.org) - **website:** <http://www.uinl.org>

**Head, Elena Bevilacqua**